

Les juges pourris s'en prennent aux patriotes légitimement élus : Salvini, Trump...

écrit par Marcher sur des oeufs | 9 septembre 2018

Illustration : Ciblez,visez, tirez ; feu sur le Patriote !

Après Trump régulièrement bloqué par des juges gauchistes, régulièrement menacé d'une procédure d'empêchement, après le RN privé de l'argent qui lui est dû, voici que Salvini doit se battre lui aussi contre les siens.

Il y a là un phénomène étrange. Les juges, gardiens du temple, donc de la Cité, qui s'en prennent aux meilleurs gardiens de celle-ci, pour ouvrir les portes aux étrangers qui veulent la détruire.

C'est un cas de schizophrénie unique dans l'histoire de l'humanité, et qui arrive partout en même temps dans le monde occidental. Cela mériterait une étude historique que nos descendants feront peut-être avec succès...

Christine Tassin

Des magistrats tentent de mettre à genoux la Ligue de Salvini
<https://fr.novopress.info/211830/des-magistrats-tentent-de-mettre-a-genoux-la-ligue-de-salvini/>

AUTEUR : Olivier Bault

Article paru dans Présent daté du 7 septembre 2018

« On voit que dans plusieurs pays d'Europe, l'institution judiciaire est instrumentalisée pour combattre politiquement les nationaux. Au mépris de la démocratie, au mépris du choix des électeurs dans les urnes, des magistrats politisés

essayent d'entraver l'action de ceux qui défendent les intérêts vitaux de leurs nations et de leurs peuples », commentait vendredi matin le coprésident du groupe Europe des nations et des libertés au Parlement européen, Nicolas Bay, auquel Présent demandait ce qu'il pensait de la décision de justice tombée la veille en Italie. Une décision qui ressemble fort à la tentative actuelle de mise à mort du Rassemblement national en France par des magistrats connus pour leur positionnement politique à gauche.

Si l'étranglement financier du RN concerne le premier parti d'opposition français en termes d'intentions de vote dans les sondages, l'étranglement financier de la Ligue affecte un parti de gouvernement qui serait aujourd'hui largement en tête en cas de répétition des élections, puisqu'il est désormais à 32-34 % des intentions de vote contre 27-28 % pour son partenaire populiste de gauche, le Mouvement 5 étoiles.

Est-ce la raison pour laquelle la justice italienne a autorisé jeudi le placement sous séquestre – demandé par le parquet – de 49 millions d'euros de la Ligue ? Si dans le cas du RN la saisie préventive des fonds est liée à des accusations concernant les actuels députés au Parlement européen du parti, dans le cas de la Ligue il s'agit d'une affaire de fraude sur les remboursements des frais électoraux remontant aux années 2008 à 2010. A l'époque, le secrétaire général de la Ligue du Nord était Umberto Bossi, son fondateur, et c'est lui, et non pas Matteo Salvini, qui a été condamné avec l'ancien trésorier du parti Francesco Belsito. Et pourtant, c'est à l'actuel parti dirigé par Salvini que le parquet de Gênes demande le remboursement, huit ans après, des sommes qui auraient été indûment perçues.

Il n'y a actuellement dans les caisses de la Ligue que 5,5 millions d'euros issus, selon les avocats de ce parti, des contributions d'élus et donations d'électeurs. Dans cette affaire, comme dans celle concernant le RN, la saisie des fonds présents et à venir, qui équivaut à une mise à mort

judiciaire d'un parti politique soutenu par des millions d'électeurs, est de nature préventive. C'est-à-dire qu'elle précède le jugement définitif sur le fond de l'affaire. En Italie comme en France, on assiste à une judiciarisation du combat politique en réaction à l'incapacité des partis politiques traditionnels de freiner la montée des populismes, avec une large place laissée à l'arbitraire de magistrats militants. Rappelons qu'en France, la saisie des fonds du RN fait en outre suite à une élection présidentielle noyautée par l'intervention d'un parquet financier au service de l'exécutif et de juges militants pour faire gagner Emmanuel Macron.

« Vous ne nous arrêterez pas ! », a réagi jeudi Matteo Salvini sur son compte Facebook, ajoutant : « Craignez la colère des justes. Je travaille pour la sécurité des Italiens, et ils ouvrent une enquête contre moi pour séquestration de personnes (30 ans de prison), je travaille pour changer l'Italie et l'Europe et ils me bloquent tous les comptes courants pour des erreurs présumées qui datent d'il y a dix ans. Si quelqu'un pense pouvoir m'arrêter ou me faire peur, c'est qu'il a mal compris, je n'abandonnerai pas et je travaillerai avec encore plus d'ardeur. Souriant et furieux. »

Interrogé par Présent vendredi matin, Max Ferrari, conseiller du président de Lombardie Attilio Fontana (Ligue) pour les affaires internationales, a déclaré : « Comme il semble impossible d'empêcher la Ligue de progresser, les gauchistes utilisent leur pouvoir judiciaire. Ce n'est pas nouveau, mais cette fois les gens réagissent. Tout le monde comprend bien qu'il s'agit d'une injustice. La Ligue va avoir des problèmes financiers, mais elle en ressortira encore plus forte. »